



Philippe Brenot

Rythmes et blouses

A l'heure où le dispositif de l'accompagnement éducatif est appelé à se généraliser dans les collèges et dans les écoles élémentaires de l'éducation prioritaire, à l'heure aussi où la classe est supprimée le samedi, où en est la réflexion sur les rythmes de l'enfant ? Et quelle doit y être la place des activités sportives ? Vingt-cinq ans après les premières mesures gouvernementales en ce domaine, le bilan reste mitigé.

ÉCOLE, DEVOIRS, SPORT, FAMILLE, REPOS...

Le difficile accord des temps

La question revient périodiquement : comment articuler de façon harmonieuse temps scolaire et périscolaire, activités extérieures et vie familiale ? Depuis vingt-cinq ans, les initiatives butent sur un problème récurrent : la durée de la journée de classe. Et l'Usep s'interroge sur les conséquences de la semaine de quatre jours pour le sport scolaire.

Pratiquer l'escalade un après-midi de semaine, quand les copains des autres écoles planchent sur de la grammaire ou des multiplications : c'est ce que vivent les élèves du groupe scolaire Victor Duruy, situé dans un quartier plutôt défavorisé de Lille. Deux après-midi par semaine, les enfants de maternelle et d'élémentaire quittent en effet leur salle de classe pour des activités encadrées par des animateurs de la ville : canoë-kayak, escalade, ou encore théâtre, langage des signes ou jardinage, la palette est large. Deux après-midi buissonniers pris sur le temps scolaire, grâce à un aménagement initié il y a dix ans dans le cadre

d'un dispositif ARVEJ (Aménagement des rythmes de vie des enfants et des jeunes). Les deux écoles font classe sans interruption du lundi au samedi, ce qui a permis d'alléger, trois fois par semaine, le poids des journées. « *Ce que nous constatons, c'est que les résultats sont bons et, surtout, que les enfants viennent désormais à l'école avec un réel plaisir*, souligne le directeur de l'école primaire Guy Vandeweghe. *Cette organisation s'est révélée un moyen très efficace pour lutter contre l'absentéisme et permet de proposer aux enfants des activités que leurs parents ne pourraient pas leur payer.* »

Loin de faire fuir les parents, la semaine à six jours remporte du coup un franc succès : à

chaque rentrée, les demandes d'inscription affluent et ne peuvent toutes être satisfaites. Bien sûr, la formule a un coût : encadrer quatre cents enfants sur le temps scolaire en leur dédiant des animateurs qualifiés exige un effort financier, que la mairie reconduisait jusqu'ici d'année en année sans trop se faire tirer l'oreille. Sans doute parce que le quartier y a gagné en calme et en sérénité. Cette année cependant, il faudra modifier quelque peu l'organisation : exit l'école le samedi, pour cause de réforme ministérielle. Quant à l'accompagnement éducatif prévu par Xavier Darcos, personne ne sait encore ici sous quelle forme il se mettra en place. « *Tout ça baigne*

LA RECETTE DU BON DOCTEUR FOURESTIER

Et si la refonte des rythmes de l'enfant passait par un partage plus équitable entre travail intellectuel et activités physiques ? La formule séduit nombre de pays étrangers, mais se heurte en France à des freins culturels impossibles à lever. Ce qu'on sait moins, c'est qu'elle a pourtant été tentée à petite échelle dans le passé. Nommé en 1950 médecin scolaire à l'école Gambetta de Vanves, le Dr Max Fourestier s'affole de trouver des enfants en très mauvaise condition physique. Il relance alors l'idée, déjà expérimentée sous le Front populaire, d'un aménagement radical de la journée de l'élève, et met sur pied une classe expérimentale qui pratique quinze heures d'éducation physique par semaine, contre deux dans les écoles classiques. Les enseignements intellectuels sont dispensés le matin, l'après-midi est consacré à la sieste et au sport. Les excellents résultats obtenus par cette classe au certificat d'études montrent très vite que l'expérience ne profite pas seulement à la bonne santé des enfants, mais aussi à leur niveau scolaire. Le mi-temps pédagogique est alors progressivement étendu à d'autres classes expérimentales : en 1956, il touche environ 2000 élèves. Par manque de crédits et d'encadrement, il sera pourtant abandonné au début des années soixante. ● S.G.



Philippe Brenot



Rencontre Usép, Lot-et-Garonne, octobre 2006.

dans un grand flou artistique», soupire Guy Vandenberghe.

EMPILEMENT FAÇON MILLE-FEUILLES

Penser le temps, ou plutôt « les » temps de l'enfant reste donc un vaste chantier où se croisent et s'opposent les intérêts les plus divers, et où les dispositifs se succèdent sans toujours beaucoup de cohérence. Mais ce souci témoigne malgré tout de réels progrès dans la prise de conscience des besoins propres aux plus jeunes. Pendant longtemps, la vie des enfants s'est partagée entre deux mondes parfaitement hermétiques : l'école et la famille. Le calendrier scolaire lui-même n'obéissait qu'aux contraintes adultes : les longues vacances d'été avaient été instituées pour permettre aux enfants d'aider leurs parents aux champs à une période de l'année où les travaux agricoles nécessitaient beaucoup de bras. Les loisirs, et en particulier les pratiques sportives, étaient de ce fait quasi-inexistants. Aujourd'hui, même si le quotidien de nos enfants reste encore trop souvent inadapté à leurs besoins, du moins s'accorde-t-on sur l'importance de chercher un équilibre et une cohérence entre les différents temps de leur vie : temps de l'école, de la famille, des copains... et temps du sport,

aujourd'hui clairement identifié comme bénéfique. « *L'enfant a besoin de bouger, indique le pédiatre et médecin du sport Michel Binder. C'est pourquoi l'activité physique fait partie de ses rythmes au même titre que le sommeil, et les parents dans l'ensemble l'ont bien compris.* »

Le hic, c'est que cela impose paradoxalement à certains des rythmes hachés et discontinus, quand ils auraient besoin au contraire d'une vraie régularité. Beaucoup de parents jugent en effet que l'EPS à l'école ne suffit pas. Cours de judo, de danse ou de piano s'empilent donc dans un emploi du temps façon mille-feuilles qui, en outre, impose des allers-retours fatigants pour les enfants. « *Arrêtons de leur faire vivre des journées d'adulte!* tempête Claire Leconte, professeur de psychologie à Lille 3. *Ce qu'il faudrait, c'est leur proposer des activités physiques tous les jours dans le cadre de l'école. Au lieu de ça, le sport est regroupé sur la journée de mercredi ou en soirée, ce qui conduit à des semaines épouvantables pour certains enfants.* »

QUAND LES DISPOSITIFS SE SUIVENT...

Conscients du problème et soucieux de proposer des activités à tous les enfants, quels que soient leur lieu de vie et leur origine sociale, les pouvoirs publics ont pourtant essayé depuis vingt-

cinq ans de mettre en place des dispositifs visant à prendre en compte le rythme de vie des plus jeunes et faciliter l'accès au sport et à la culture. C'est dans les années 80, alors que sont publiés les premiers travaux de chronobiologistes comme Hubert Montagnier, qu'émerge la conviction que l'épanouissement des enfants et leur réussite scolaire passent par là. En 1984, la loi Calmat-Chevènement ouvre la possibilité d'utiliser des intervenants extérieurs et de développer des liaisons entre l'école et les partenaires éducatifs locaux. Elle postule ainsi pour la première fois que l'action éducative ne s'arrête pas aux portes de l'école et conduit à proposer des activités sportives et culturelles au sein même des établissements scolaires. Trois ans plus tard, retour en arrière : les Contrats bleus, signés entre l'Etat et les collectivités locales, font sortir les activités sportives du cadre de l'école, sans lien avec le temps scolaire.

En 1988, nouveau virage : la circulaire Jospin-Bambuck revient à une liaison forte entre le temps scolaire et extrascolaire, en s'engageant dans une politique globale d'aménagement des temps de vie de l'enfant. Elle aboutit en 1990 à la mise en place du Contrat d'aménagement du temps de l'enfant (CATE), qui permet de mettre en place des projets locaux articulés avec les projets d'école. Puis

▶ en 1995 apparaissent les contrats ARVEJ, qui regroupent les dispositifs précédents et mettent en place des sites pilotes pour expérimenter de nouveaux rythmes scolaires, à la fois sur la journée, la semaine et l'année. Mais les sites pilotes ne feront jamais de petits...

Nouvelle étape en 1998, quand naissent les Contrats éducatifs locaux (CEL). Leur objectif est de mobiliser tous les partenaires (écoles, clubs sportifs, collectivités locales, mais aussi Centres d'allocations familiales ou Fonds d'action sociale) pour élaborer un projet éducatif cohérent qui permette aux enfants d'accéder à des connaissances et des pratiques variées. Enfin, aujourd'hui, ceux que Xavier Darcos appelle les «orphelins de 16 heures» se voient proposer un nouveau cadre: l'accompagnement éducatif, qui doit atteindre un triple objectif: proposer des études dirigées, doubler la place du sport à l'école et renforcer l'enseignement culturel et artistique. Officiellement, pas question de détruire ce qui se faisait auparavant: il s'agit de «mutualiser» et de «mettre en cohérence» les initiatives...

DES JOURNÉES DE CLASSE TROP LONGUES

Quel bilan peut-on tirer, pour l'enseignement du premier degré, d'un tel empilement de

mesures? Certes, les rivalités entre les différentes institutions concernées ont parfois freiné leur mise en place. Parfois aussi, l'aspect éducatif a cédé le pas à un souci occupationnel conduisant à une inflation d'activités. Mais, bon an mal an, collectivités locales, associations sportives et culturelles, établissements scolaires ont appris à travailler ensemble et à proposer le plus souvent un accueil cohérent aux plus jeunes. «Notre système ne fonctionne pas si mal», remarque Lionel Thomas, adjoint de la direction Usep. Il permet aux enfants des écoles de faire du sport à la fois sur le temps scolaire et hors temps scolaire, ce que certains pays étrangers regardent avec intérêt pour s'en inspirer.» Reste que le problème des rythmes de l'enfant continue de buter sur un roc infrangible: le problème du temps scolaire, qui a rarement été pris à bras le corps. Les élèves français doivent toujours se plier à des journées extrêmement longues (entre cinq et six heures), beaucoup plus chargées que celles de leurs voisins européens. Et la suppression du samedi travaillé ne va pas contribuer à l'alléger, ce qui a déjà valu de vives critiques de la part des spécialistes de l'enfance, pédiatres, psychologues et autres chronobiologistes, qui en appellent depuis longtemps à une

meilleure répartition des temps de travail sur la semaine. Antoine Prost, éminent historien de l'éducation, parle même de «*Munich pédagogique*». «Avec la suppression de deux heures de classe dans l'enseignement primaire et la semaine de quatre jours, une catastrophe est en marche, s'emporte-t-il dans une pétition réclamant l'annulation de cette mesure (1). Les comparaisons internationales nous montrent en mauvaise position (...) et qu'est-ce qu'on fait? On réduit la durée de l'enseignement, avec des programmes plus lourds encore, où il faut emmagasiner toujours plus de connaissances!» Claire Leconte ne décolère pas, elle non plus. «On ne raisonne pas en fonction des besoins de l'enfant, déplore-t-elle. Son besoin le plus fondamental, c'est la régularité. Il faut arrêter de dire qu'en libérant le week-end, on va lui permettre de récupérer. Au contraire, c'est catastrophique, car à chaque fois, son horloge biologique est décalée!»

MENACES SUR L'EPS

Outre l'aspect purement scolaire, de nombreux intervenants s'alarment de l'effet collatéral qu'une telle réforme pourrait avoir sur la pratique sportive, notamment dans le premier degré. Car la baisse du volume d'heures de classe pourrait bien conduire à une diminution effec-

FRANÇOIS TESTU : « L'IDÉAL ? LE MODÈLE FRANÇAIS ! »

Professeur de psychologie à l'université de Tours, François Testu travaille depuis des années sur la question des rythmes scolaires. Pour lui, il faudrait peu de choses pour adapter le système aux besoins de l'enfant.

Que pensez-vous de la nouvelle organisation des rythmes scolaires voulue par Xavier Darcos ?

Tout dépend de la façon dont cela va se mettre en place. Si la demi-journée de classe du samedi matin est remplacée par le mercredi matin, les conséquences seront minimales, à condition d'instaurer le samedi des activités culturelles ou sportives à l'intention des enfants qui sont livrés à eux-mêmes. Malheureusement, il semble qu'on s'oriente plutôt vers une semaine de quatre jours, ce qui représente la pire des solutions pour le bien-être des enfants.

Pourquoi ?

Parce que la semaine de quatre jours crée dans la rythmicité des phases de désynchronisation. Pour certains enfants, la régularité est rompue et ils ont énormément de mal à se remettre au travail. Cela n'est pas vrai pour tous, mais cela aboutit du coup à de grandes inégalités : ce sont les plus défavorisés qui vont en payer le prix. La priorité devrait être au contraire d'alléger la journée d'école, actuellement beaucoup trop longue, notamment pour les plus jeunes. Et de repenser la répartition des périodes de vacances pen-

dant l'année pour permettre un rythme de sept semaines travaillées pour deux semaines de repos.

Quelle place les activités physiques devraient-elles tenir dans la journée de l'enfant ?

La chronobiologie montre que le meilleur moment pour pratiquer une activité physique se situe après 16 heures : la température du corps augmente, la force musculaire s'accroît... Cela dit, je ne suis pas favorable à des horaires trop fixes, qui risqueraient de faire sortir l'activité physique du temps scolaire. Il faut une certaine souplesse pour équilibrer les moments où l'enseignant sollicite la concentration de l'élève et des temps de détente, plus ludiques, qui lui permettent de remobiliser son attention.

Existe-t-il un modèle idéal d'aménagement du temps dont on gagnerait à s'inspirer ?

Oui : le modèle français ! Il ne faudrait finalement pas grand chose pour le rendre harmonieux. D'ailleurs, les Finlandais s'en sont inspirés en l'améliorant. Chez nous, la complémentarité éducative entre l'école et les autres partenaires qui prennent le relais fonctionne plutôt bien ! Le problème, c'est qu'on bute sur une question de moyens : les collectivités territoriales ne peuvent pas tout faire. ● RECUEILLI PAR S.G.





tive du temps d'EPS : pour boucler le programme, certains enseignants feront peut-être l'impasse sur les activités physiques. « J'ai peur qu'on aille de plus en plus vers une externalisation du sport, s'inquiète Lionel Thomas. Le socle commun des apprentissages ne mentionne pas l'EPS, qui ne semble du coup plus faire partie des enseignements fondamentaux. La tentation peut être grande de repousser les activités sportives en fin de journée, dans le cadre de l'accompagnement éducatif et non plus dans le cadre scolaire. »

UN CONSENSUS DIFFICILE

Pourquoi alors imposer une organisation si peu conforme aux rythmes de l'enfant ? Sans doute parce qu'elle plait à une majorité d'adultes. Les parents plébiscitent à une grande majorité la suppression du samedi matin, qui s'accorde mieux avec leur propre emploi du temps ; les enseignants sont plutôt contents de voir se libérer un jour dans la semaine ; les collectivités locales ne rechignent pas à faire les économies qu'occasionne cette

mesure sur les frais de transport ; et les industries touristiques apprécient de voir le week-end rendu aux familles. « Mettez tout le monde autour d'une table, chacun jurera la main sur le cœur qu'il se préoccupe des intérêts de l'enfant, mais dès qu'il s'agit de faire tomber des carcans, plus personne ne bouge, sourit Arnold Bac, militant de la Ligue de l'Enseignement longtemps chargé de la question. Il serait utopique de penser faire tourner une société uniquement autour des besoins de l'enfant, mais entre tout et rien, il devrait exister une voie moyenne : celle du compromis. »

Les exemples de pays étrangers montrent qu'il est possible de s'organiser autrement. En Finlande, souvent citée en exemple, la semaine des écoliers s'organise sur cinq demi-journées de classe qui n'excèdent pas quatre heures de cours, entrecoupées de pauses permettant aux élèves de se détendre. Le reste de la journée est consacré à des activités sportives ou culturelles. Est-ce un hasard ? Ce petit pays arrive en tête de l'enquête OCDE (2) sur les savoirs acquis par les élèves à 15

ans. Et le sport finlandais se porte plutôt bien... Le blocage français sur une organisation scolaire vieillotte et inadaptée souligne en filigrane le problème central : à isoler les temps de vie de l'enfant sans considérer les temps sociaux dans leur ensemble, sans doute s'expose-t-on à des tiraillements qu'aucune institution ne peut résoudre. La solution passe donc peut-être par une vision encore plus globale des choses. « Le rythme de l'enfant est l'un des rares qui n'ait pas bougé, alors qu'aujourd'hui, on assiste à d'énormes mutations sociologiques, remarque Evelyne Reeves, chargée de mission au bureau des temps de la ville de Rennes. Aujourd'hui, il est fondamental de réfléchir à une façon d'harmoniser davantage les temps de chacun. » On peut toujours rêver... ●

SOPHIE GUILLOU

(1) Appel relayé sur le site www.cahiers-pedagogiques.com
(2) L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) réunit la plupart des pays européens.

Et l'Usep dans tout ça ?

Le comité Usep de Corrèze a mené une réflexion sur les conséquences d'une semaine de quatre jours, notamment pour les activités Usep. Ses craintes : plus de fatigue pour les élèves et plus de difficultés pour organiser le sport scolaire.

Lorsque le ministre de l'Éducation annonce à l'automne 2007 sa volonté de diminuer le volume horaire hebdomadaire des écoliers, les questions ne manquent pas : quelles incidences aurait une telle modification de la semaine scolaire sur les activités Usep ? Comment intégrer à l'emploi du temps les deux heures de soutien prévues ? Comment articuler temps scolaire et périscolaire avec une éventuelle semaine de quatre jours ? Voyant le flou persistant sur les modalités concrètes d'application, le comité départemental Usep de Corrèze prend alors l'initiative et met en place début 2008 un groupe de travail sur le sujet. « Ce qui nous interpellait, raconte Laurent Lenoir, délégué Usep 19, c'est que personne ne donnait l'impression de réfléchir à la question. » Autour d'une table se réunissent donc un conseiller pédagogique de circonscription EPS, deux enseignants, un conseiller pédagogique départemental EPS et le délégué Usep. La réflexion porte moins sur la suppression du samedi matin proprement dit (qui en Corrèze est le plus souvent libéré par les activités scolaires au profit du mercredi matin) qu'à un probable passage à la semaine de quatre jours. Le groupe

liste méthodiquement les avantages et inconvénients de chaque système, en tentant d'imaginer à chaque fois les différentes manières d'inclure les deux heures de soutien scolaire prévues par le gouvernement. Les conclusions sont sans appel : dans le cadre de la semaine de quatre jours, le nouvel équilibre menace d'occasionner beaucoup de fatigue pour les enfants. Quant aux activités Usep, qui avaient lieu jusqu'alors le mercredi, elles risquent d'avoir du mal à perdurer, les enfants étant accueillis dès le matin par d'autres structures. « Les enfants et les enseignants seront beaucoup plus difficiles à impliquer dans les pratiques Usep du mercredi », s'inquiète le document final.

Le groupe de travail propose donc que les enseignants puissent consacrer les 60 heures accordées aux élèves à d'autres activités que le soutien : des activités artistiques ou sportives par exemple. « Cela permettrait d'avoir ainsi une ouverture de l'école vers l'extérieur, de réaliser des projets spécifiques. L'Usep pourrait trouver ici toute sa place dans le respect de ses missions. »

Et pour les rythmes scolaires proprement dits ? « On sait bien que ce qui pose problème,



Il sera plus difficile d'impliquer enfants et enseignants dans les pratiques Usep du mercredi.

c'est la durée de la journée de l'enfant, explique Laurent Lenoir. Dans l'absolu, ce qui nous paraît idéal, c'est un système 5 fois 5 heures : trois heures de classe le matin, deux l'après-midi, avec des articulations très fortes en direction des clubs sportifs, des écoles de musique ou de dessin, pour qu'à l'issue de la classe l'enfant puisse bénéficier d'un temps de loisir intégré. Tout le monde serait gagnant. Mais il y faut une vraie volonté, quelques moyens, et une mise en synergie de tous les acteurs concernés. » ●

S.G.